

Le Parlement devrait réexaminer l'activité d'organismes comme la Commission canadienne du lait qu'il faudrait remanier de toute évidence ainsi que les Administrations de pilotage. Il est évident aussi que l'Énergie atomique du Canada limitée doit faire l'objet d'une étude du Parlement. L'ACDI aussi bénéficierait sensiblement d'une réorganisation, surtout à la lumière de certaines recommandations du Conseil de la science, tout comme l'Agence d'examen des investissements étrangers?

S'agit-il d'organismes intouchables? Qu'est-ce qui empêche le Parlement d'examiner leur utilité et de remettre en cause leur existence? Pourquoi nous interdire une telle chose alors que nous devons pratiquer l'austérité et économiser les deniers publics?

[Français]

Quand j'ai dit qu'il était essentiel pour nous d'avoir des partenaires, je parlais de mesures qui peuvent restreindre les dépenses gouvernementales, mais aujourd'hui il faut aussi des stimulants vigoureux, car à peine la moitié des véritables possibilités de l'économie sont mises à profit au Canada. Notre taux de chômage est le plus élevé en comparaison de celui des autres pays industrialisés; notre taux d'inflation est le plus élevé après celui de l'Italie. Presque tous les organismes privés canadiens chargés d'établir des prévisions disent que les choses iront aussi mal l'an prochain.

Au Canada, nous pouvons faire beaucoup mieux que cela. Selon le *Conference Board*, même une croissance réelle de 4.75 p. 100 et un taux de chômage de 5.5 p. 100 augmenteraient en deux ans de 41 milliards de dollars la richesse nationale, richesse qui pourrait servir à engendrer de nouveaux investissements et de nouveaux emplois. Le *Conference Board* estime également que si ces objectifs de croissance et d'emplois étaient atteints cette année et l'an prochain, les revenus des gouvernements fédéral et provinciaux augmenteraient de plus de 13 milliards de dollars, ce qui contribuerait grandement à redresser l'équilibre dans les comptes financiers du gouvernement.

Ce qu'il faut tout d'abord, ce sont des stimulants. Notre ensemble de stimulants comprendrait: une baisse d'impôt fédéral d'au moins 2 milliards de dollars, destinés aux Canadiens qui dépenseraient cet argent rapidement, et ici même, au Canada; la déduction de l'intérêt hypothécaire et de l'impôt foncier jusqu'aux limites établies répartie sur quatre ans, un crédit d'impôt à l'investissement pour les Canadiens prêts à placer leur argent dans des petites entreprises canadiennes, et des mesures précises visant à encourager la recherche et le développement pour protéger les gains en capital, et le calcul des inventaires contre l'inflation, et en particulier le développement régional.

[Traduction]

● (1732)

Je le répète, le budget que le ministre a présenté l'autre soir aura réellement pour effet d'amoinrir les stimulants pendant le reste de la présente année financière. Le ministre devait réduire les impôts de 750 millions de dollars pendant le 2^e semestre de l'année financière 1978-79 pour stimuler autant l'économie que l'ont fait les réductions de taxes de vente provinciales. Au lieu de la réduction de 750 millions de dollars dont on avait besoin, ce budget n'en prévoit qu'une de 300 millions de dollars. Le ministre l'a lui-même reconnu. On

réduit les mesures visant à stimuler l'économie pour le reste de la présente année financière. On les réduit, alors que le ministre n'a pas pu atteindre le taux de croissance fixé comme objectif au mois d'avril. On les réduit alors que nous sommes sur le point de commencer l'hiver avec 1 million de chômeurs. C'est le moment que le gouvernement Trudeau choisit pour restreindre les mesures visant à stimuler l'économie canadienne.

Je voudrais parler un peu de l'établissement du budget. Je terminerai bientôt, mais je voudrais parler de l'établissement du budget parce que les erreurs des dix dernières années viennent en partie du fait que ce gouvernement se croyait si infailible, qu'il n'a pas voulu tenir compte des avis de personnes qui auraient pu penser différemment et lui apporter leur participation et leurs suggestions.

Le ministre s'est vanté d'avoir recherché les avis, cette fois. Il a tenu une série de réunions privées et secrètes un peu partout au pays, et je l'en félicite. C'est un progrès mais exécuté en catimini. Il faudrait que ce genre de consultation se fasse ici, à découvert. Je dis «ici», à dessein, car il est évident que l'endroit qui convient pour discuter, avant la présentation d'un budget, du climat économique et du potentiel économique du pays c'est un comité de la Chambre des communes. C'est pour cela que nous sommes ici. C'est pour cela que l'on a créé le Parlement. Si nous pouvions faire cela, nous pourrions inviter à un comité de la Chambre l'Association des consommateurs, l'Association des manufacturiers, le Congrès du travail du Canada et tous les groupes qui ont des intérêts légitimes dans la politique économique du pays. Nous devrions pouvoir leur accorder une audience tout comme aux représentants de l'Institut C.D. Howe, de l'Institut Fraser et d'un grand nombre d'autres organismes privés qui s'intéressent à la politique économique. Nous pourrions tenir des discussions publiques qui informeraient davantage le public et l'amèneraient à mieux comprendre les problèmes économiques et le potentiel économique du pays.

D'autres pays le font et nous devrions le faire nous aussi. Quand nous serons au pouvoir, cela fera partie de nos réformes parlementaires.

Des voix: Bravo!

M. Clark: L'une des réformes que nous apporterons consistera à publier chaque année les prévisions des dépenses et des recettes du gouvernement du Canada pour cinq ans. Ce que je considère comme presque incroyable et presque impossible à accepter, c'est que les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada font tous des prévisions des recettes et des dépenses pour cinq ans et que ces prévisions sont publiées aux États-Unis et au Royaume-Uni, mais qu'au Canada, le gouvernement Trudeau les garde secrètes.

Pourquoi refuse-t-il de les publier? Pourquoi le Parlement ne doit-il pas savoir ce que certains fonctionnaires savent quand ils élaborent la politique budgétaire? Pourquoi le peuple canadien ne doit-il pas savoir quelles seront les conséquences dans cinq ans de la politique budgétaire établie dès maintenant? Pourquoi fait-on tellement de cachotteries? Pourquoi les Canadiens doivent-ils tout ignorer des éléments sur lesquels se fonde la politique nationale économique? Il n'y a aucune raison à cela. Le gouvernement actuel, qui est devenu bien usé depuis qu'il est au pouvoir, est tellement attaché à l'ancienne tradition du secret qu'il refuse d'y déroger.